

14.

me

FRC

7770

CAHIER
DES CHARGES
DU PEUPLE
DE LA SÉNÉCHAUSSEE
DE RENNES.

MJW 15699

CATHER

DE CHAMBERS

AND TRIPLE

DE L'AMERICAN

DE L'AMERICAN

CAHIER

D E S

CHARGES , INSTRUCTIONS ;

VŒUX ET GRIEFS

D U P E U P L E

D E L A S É N É C H A U S S É E

D E R E N N E S ,

*Pour être présenté à la prochaine Assemblée des
Etats-Généraux du Royaume.*



A R E N N E S ,

De l'Imp. de N. AUDRAN , rue aux Foulons,

M. DCC. LXXXIX,

CARLIER

CHARLES, INVESTIGATIONS

WILLIAM A. CARLIER

WILLIAM A. CARLIER

WILLIAM A. CARLIER

WILLIAM A. CARLIER

WILLIAM A. CARLIER

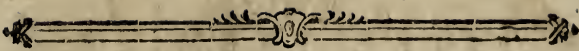
WILLIAM A. CARLIER



WILLIAM A. CARLIER

WILLIAM A. CARLIER





CAHIER

DES

CHARGES, INSTRUCTIONS,

VŒUX ET GRIEFS

DU PEUPLE

DE LA SÉNÉCHAUSSEE

DE RENNES,

*ARRÊTÉ dans l'Assemblée de cette Sénéchaussée,
tenue le 7 Avril 1789, & jours suivans.*

L'ASSEMBLÉE des Représentants du Peuple de la Sénéchaussée de Rennes , a donné à ses Députés aux prochains Etats-Généraux du Royaume , les charges & instructions suivantes , selon l'ordre de matieres qu'elle croit le plus avantageux d'observer dans les délibérations à prendre par lesdits Etats.

TITRE PREMIER.

*Droits, formes & police de l'Assemblée des Etats-
Généraux de 1789.*

ART. I^{er}. Le pouvoir législatif appartenant à la Nation, & devant être exercé par ses Représentants, c'est à eux, une fois réunis, qu'il appartient de régler les formes & la police de leur assemblée, & de déterminer tout ce qui pourra rendre ses opérations véritablement utiles à l'Etat & aux Citoyens.

ART. II. C'est par une erreur funeste que ce qu'on appelle le *Tiers-Etat*, ce qui compose plus des quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la Nation, a été qualifié d'*Ordre*, & mis en balance avec deux classes de Privilégiés. Cette erreur doit cesser, & ce qu'on a jusqu'ici nommé le *Tiers-Etat* dans le Royaume, sera compris, avec ou sans les Privilégiés, sous la même dénomination, & appelé *Peuple*, ou *Nation*, seuls noms qui soient véritables, & qui puissent convenir à la dignité du Peuple. Cette dignité sera toujours présente aux yeux de ceux qui auront l'honneur de le représenter; ils ne souffriront pas qu'il reçoive nulle part, dans leurs personnes, ou autrement, aucune humiliation. Nulle classe de Citoyens n'a droit de

lui en faire éprouver : la majesté du Prince en feroit blessée ; il sera aux Etats-Généraux un pere au milieu de ses enfants ; il ne sçauroit être jamais plus grand & plus chéri , que lorsqu'ils y seront tous traités avec les mêmes égards.

ART. III. Les seuls Députés aux Etats-Généraux, auront séance dans le lieu de l'Assemblée pendant les délibérations ; il n'en sera pris aucune en présence des Commissaires de Sa Majesté. Les personnes qui ne seront pas du nombre des Députés, pourront se placer dans des tribunes, dont la police appartiendra exclusivement aux Etats-Généraux.

ART. IV. Toutes délibérations définitives seront prises dans l'Assemblée générale, & par tête : la délibération par classe de Privilégiés, ne pouvant qu'anéantir l'esprit public ; faire dominer l'esprit de corps ; multiplier les querelles ; mettre un obstacle éternel aux loix & aux réformes les plus nécessaires ; enfin, soumettre vingt-cinq millions d'hommes aux despotiques volontés de quelques milliers d'individus.

ART. V. Aucun Député aux Etats-Généraux ne fera comptable au pouvoir exécutif, avant ou durant, ou après sa mission, d'aucunes paroles, d'aucuns écrits, soit à la main,

soit imprimés ; d'aucunes démarches , relatifs aux affaires publiques ; sauf la police intérieure & correctionnelle , qui sera exercée par les Etats-Généraux sur tous les Députés.

ART. VI. Il n'y aura qu'un seul Président pour toute l'Assemblée ; il sera hebdomadaire , & pris indifféremment parmi le Peuple , ou parmi les deux classes maintenant privilégiées de la Noblesse ou du Clergé , & n'aura point de voix prépondérante.

ART. VII. Le Président seul aura un siége particulier. Tous les autres sieges seront égaux , & chacun se placera indistinctement.

ART. VIII. Les Commissions , Députations & Bureaux choisis dans le sein des Etats-Généraux , seront toujours nommés par l'Assemblée générale , & les Commissions toujours au scrutin , le scrutin repris , jusqu'à ce que chaque Commissaire ait au moins la moitié des voix.

ART. IX. On fera publier , jour par jour , autant que faire se pourra , tout ce qui aura été arrêté dans l'Assemblée.

TITRE SECOND.

Déclaration des droits , & constitution.

ART. X. Ne pouvant se flatter , pour bien des raisons , de dresser & de former dès-à-présent la Constitution & les Loix les plus

avantageuses; persuadés que les individus actuels ne peuvent pas lier leurs descendants, & les empêcher de perfectionner la Constitution & les Loix; convaincus d'ailleurs de la nécessité de rassembler en un seul corps les principes éternels de l'ordre social, d'après lesquels on puisse corriger dans la suite les défauts & les abus qu'on parviendroit à reconnoître; les Députés aux Etats-Généraux commenceront leur travail sur la législation par une déclaration détaillée des droits essentiels des Citoyens & de la Nation; de ces droits qui ne doivent ou ne peuvent être abrogés par aucune Loi humaine.

Cette déclaration aura pour base, relativement aux Citoyens, la liberté, la sûreté des personnes, & l'égalité la plus parfaite de tous les individus devant la Loi & l'impôt, devant le Roi & tous les Dépositaires de l'autorité. Par rapport à la Nation, il sera reconnu que dans elle seule réside la plénitude du pouvoir législatif constituant, dans ses Représentants l'exercice de ce pouvoir, & dans le Monarque la plénitude du pouvoir exécutif.

ART. XI. Conformément à ces principes, qu'on aura développés dans la déclaration des droits, il sera dressé une Constitution, autrement un pacte social de la Nation Française,

dont tous les articles seront Loix fondamentales du Royaume.

ART. XII. Suivant cette Constitution , le pouvoir législatif sera exercé par le concours du Roi & des Etats-Généraux , de la manière qui va être expliquée.

ART. XIII. Les Etats-Généraux seront composés des Députés de toute la Nation complètement & uniformément représentée dans tout le Royaume , sans distinction d'Ordres. Toutes les classes du Peuple de la ville & de la campagne , seront appelées à fournir & choisir des Députés sans aucune prépondérance , sans aucun avantage légal d'une classe sur les autres.

ART. XIV. Les éléments de cette représentation seront dans les Assemblées de Paroisses ou de Succursales. Ces Assemblées députeront à l'Assemblée de canton ou district convenablement arrondi ; les Assemblées de district députeront aux Etats-Provinciaux , & même directement aux Etats - Généraux , afin que les Députés à la grande Assemblée nationale soient pris , le plus près qu'il sera possible , du Peuple qu'ils doivent représenter.

ART. XV. Seront admis dans les Assemblées de Paroisse , comme électeurs & éligibles , sauf les exceptions ci-après , tous les Citoyens âgés de 25 ans , & payant une somme déterminée

d'impôt réel ou personnel. On y admettra aussi les Procureurs des veuves dont les maris auroient pu y voter; il sera réglé si leur suffrage personnel sera compté en pareil cas, & s'ils pourront avoir deux avis différens. Nul Citoyen ne pourra voter en deux Paroisses ou Succursales.

ART. XVI. Dans chaque Assemblée de Paroisse ou de district, & dans toutes les Assemblées d'Etats, il n'y aura qu'un seul Président; il sera électif, & éligible dans toutes les classes de Citoyens, il sera hebdomadaire & sans voix prépondérante. Le nombre des Députés ecclésiastiques ou nobles, sera toujours proportionnel au nombre des votans de chacune de ces deux classes, sans pouvoir excéder cette proportion.

ART. XVII. Pour la régler, les nouveaux nobles & ennoblis seront toujours compris parmi les autres nobles. Et en attendant la suppression de la féodalité, les juges, procureurs-fiscaux, officiers, receveurs & agents des seigneurs ne pourront voter dans lesdites Assemblées, sinon comme Procureurs de veuves nobles, ou des communautés religieuses. Seront absolument exclus les Magistrats de Cour souveraine, les Subdélégués des Commissaires départis, les employés ou appointés dans les Fermes ou

Régies du Roi ou des provinces, enſin les employés ſous l'autorité des Aſſemblées de Paroiſſe ou de diſtrict des Etats-Généraux ou Provinciaux.

ART. XVIII. Les Députés aux Etats-Généraux ſeront payés ſur les fonds de leur Province; ils auront une ſomme fixe par jour, la même pour tous & chacun d'eux. Ils ne pourront pendant la tenue à laquelle ils auront re-présenté, ni dans les trois années ſuivantes, accepter du Roi ou de ſes Miniſtres, aucun préſent ou émolument, emploi, titre ou dignité, à peine de nullité & de privation de tous droits aux Aſſemblées de Paroiſſe, de diſtrict ou de province. La même règle aura lieu à l'égard des Députés aux Etats Provinciaux : nul ne pourra être député à deux tenues ſucceſſives d'Etats-Généraux.

ART. XIX. Les Etats-Généraux permanents, & dont les membres ſeroient renouvelés périodiquement, paroîtroient plus avantageux; mais ils ſeront au moins périodiques; & attendu les réformes urgentes, qui ne peuvent facilement s'opérer dès 1789, le premier retour des Etats-Généraux ſera en deux ans, à compter de leur clôture. Dans le cas de changement de regne, ou dans celui d'une régence, ils ſeront aſſemblés extraordinairement dans un

délai de six semaines ou deux mois. On ne négligera aucun des moyens propres à assurer l'exécution de ce qui sera arrêté sur tous les objets de cet article ; & ces moyens feront partie de la Constitution.

ART. XX. Chacune desdites Assemblées sera juge des élections , de leurs proces-verbaux & des qualités de ses membres.

ART. XXI. Toutes Loix générales pour le Royaume , notamment les Loix Militaires , & toutes celles concernant les impositions générales & les emprunts royaux , seront formées ou consenties dans l'Assemblée des Etats-Généraux.

ART. XXII. Il faudra pour les impôts , les emprunts royaux , pour la destination ou attribution des fonds de l'Etat , les deux tiers des voix de l'Assemblée , & la pluralité suffira pour les Loix dans les cas ordinaires.

ART. XXIII. Toute délibération des Etats-Généraux concernant la législation ou les finances , sera rédigée en forme de Loi , au nom du Roi & des Etats-Généraux. Aussi-tôt qu'elle sera arrêtée , elle sera rendue publique par la voie de l'impression , & délibérée encore deux fois dans l'Assemblée ; sçavoir , quinze jours après la première publication , & après la quinzaine suivante. C'est ainsi , & non par une Chambre haute , que l'on doit préserver la Nation des inconvénients

qui pourroient naître de l'activité d'un Corps législatif opinant par tête. Cette triple délibération aura lieu également pour les Loix qui seroient proposées par Sa Majesté.

ART. XXIV. En même temps, la délibération sera présentée au Roi. Si Sa Majesté l'approuve, il la fera envoyer en son nom aux Cours, & directement à tous les Tribunaux Royaux, lesquels ne pourront sous aucun prétexte en retarder la publication, ni même y faire aucune modification.

Si le Roi n'approuve pas la délibération, il la renverra avec ses motifs de refus à l'Assemblée, qui procédera à un nouvel examen, après lequel, si les deux tiers des membres de l'Assemblée agréent le projet, il aura force de Loi.

Toute délibération qui ne sera pas renvoyée aux Etats-Généraux dans le délai d'un mois, aura force de Loi, sera publiée dans toutes les Cours & Tribunaux Royaux, à moins qu'il n'y ait une délibération contraire des Etats-Généraux.

ART. XXV. Les Etats Provinciaux auront pour les loix provinciales, pour les impositions locales, pour leurs emprunts, & pour la destination de leurs fonds, les mêmes droits que les Etats-Généraux, & les exerceront dans la forme prescrite en l'article précédent; d'ailleurs ils au-

ront toute l'administration intérieure de la province.

ART. XXVI. Les réglemens d'administration & de police, nécessaires dans les intervalles des tenues d'Etats-Généraux & Provinciaux, seront faits par le Roi; ils seront intitulés *réglemens royaux & provisoires*, & ne pourront déroger, ni à la Constitution, ni aux Loix nationales: ils seront envoyés pour la publication, aux Cours & autres Tribunaux Royaux directement, & en même temps aux Commissions intermédiaires des assemblées de district; les Cours & Tribunaux ne pourront procéder à la publication, que du consentement par écrit des deux tiers desdites Commissions; & ne pourront aussi ni retarder par leur fait cette publication, ni modifier lesdits réglemens, qui cesseront d'obliger après la tenue d'Etats subséquente, s'ils n'y ont pas été érigés en Loix dans les formes constitutionnelles.

ART. XXVII. Tous impôts ne seront consentis que pour un temps limité, & jusqu'à la prochaine tenue des Etats-Généraux ou Provinciaux; lesquels venant à ne pas avoir lieu, tout impôt cesseroit.

ART. XXVIII. Aucune province, aucune ville, aucun corps, aucun individu ne pourront voter des taxes, ni fournir des secours d'argent

au pouvoir exécutif, sans l'autorisation des Etats-Généraux.

ART. XXIX. Les Etats n'autoriseront aucun emprunt sans affecter des fonds au paiement des intérêts, & à l'amortissement du principal.

ART. XXX. Il ne sera publié aucunes lettres de dispense des Loix nationales, sans le consentement des Etats-Généraux, s'il s'agit de déroger à une Loi générale; Provinciaux, s'il est question d'une Loi locale. Il faut que les dispenses des Loix soient fort rares; toute exception personnelle devant la Loi, est une source d'abus.

ART. XXXI. Les Ministres seront responsables aux Etats-Généraux, & de l'emploi des fonds qui leur auront été confiés, & de leur conduite ministérielle.

ART. XXXII. Le nombre des Représentants aux Etats-Généraux sera fixé pour chaque province, proportionnellement à leur étendue, richesses & population respectives; & cette fixation sera partie de la Constitution.

ART. XXXIII. Les impôts seront levés & répartis dans tout le Royaume, par l'autorité des Etats-Provinciaux, des Assemblées de district, & des Assemblées de Paroisse ou Succursale, & par les soins de leurs Commissaires intermédiaires qui seront toujours en activité. Les deniers

deniers seront versés de la caisse de la paroisse ou succursale dans celle des Receveurs - Généraux établis dans les districts qui seront fixés ; & ces Receveurs compteront au Trésorier de la Province, qui fera le versement au Trésor public du Royaume , & sera responsable des Receveurs - Généraux , parce qu'ils seront à sa nomination. Tous les rôles d'impositions seront imprimés ; & en tête de chaque rôle se trouvera le tableau de la répartition sur les districts , & paroisses ou succursales.

ART. XXXIV. Les procès-verbaux de chaque Assemblée d'Etats - Généraux & Provinciaux seront imprimés le plutôt que faire se pourra , ainsi que les comptes annuels des finances du Royaume , desdits Etats , & des municipalités , des hôpitaux & maisons de charité , en un mot des principales administrations publiques.

ART. XXXV. Les Magistrats & les Juges exerceront le pouvoir judiciaire , sans aucun mélange de pouvoir législatif ; ils ne feront pas de réglemens ; ils pourront en solliciter auprès du Roi & des Etats. Les Magistrats & les Juges devront avertir le Roi & les Etats - Généraux ou Provinciaux , de ce qu'ils estimeront nécessaire ou convenable d'établir ou de changer ; mais seulement dans l'ordre judiciaire , & sans préjudice de leur droit naturel de faire con-

noître & de publier en particulier , comme tous les autres Citoyens , leurs idées sur la chose publique. Le plus grand nombre des Magistrats de Cour souveraine sera dès maintenant & à toujours composé de Citoyens non nobles & non ennoblis.

ART. XXXVI. La liberté individuelle sera assurée à tous les Citoyens & habitants du Royaume. Cette liberté comprend la faculté d'en sortir , de vivre où l'on veut ; celle d'aller & venir , de demeurer où il plaît sans empêchement , sauf les formalités de police , dont la manutention ne peut appartenir qu'aux Juges ordinaires.

ART. XXXVII. Il ne sera porté , sous aucun prétexte , atteinte à cette liberté , par lettres-de-câchet , ordres des gouverneurs & commandants militaires , de magistrats ou de juges , en un mot , par aucun acte de pouvoir arbitraire.

ART. XXXVIII. Nul ne sera arrêté ou constitué prisonnier qu'en vertu d'un décret énoncé par les juges ordinaires. Dans le cas où l'emprisonnement provisoire sera autorisé , toute personne ainsi arrêtée sera remise dans les vingt-quatre heures entre les mains des juges naturels , qui seront tenus d'interroger le prisonnier , & de statuer sur l'emprisonnement dans le plus court délai , lequel sera fixé par la Constitution ; & lorsque le crime dont le détenu

feroit accusé n'emportera peine corporelle ; l'élargissement sera toujours accordé, en fournissant caution. Les pauvres ne seront tenus de fournir que leur caution juratoire, à moins qu'il ne soit assigné des fonds publics pour les cautionner réellement.

ART. XXXIX. L'écrou contiendra toujours les motifs de l'emprisonnement ; & la copie en sera signifiée au détenu dans les vingt-quatre heures de sa réclusion. Les juges seront tenus de se faire représenter cette copie, & d'en faire mention dans le procès-verbal d'interrogatoire ; le tout à peine de nullité de la procédure.

ART. XL. Toute personne qui aura sollicité ou signé un ordre arbitraire contre la liberté d'un Citoyen, ou favorisé son exécution, pourra être poursuivie devant les juges ordinaires, & condamnée à des dommages & intérêts & peines corporelles, ainsi qu'il sera vu appartenir.

ART. XLI. Toutes prisons d'Etat seront supprimées, & interdites sous les mêmes peines. Les magistrats élargiront les prisonniers non prévenus de crime méritant peine corporelle, & remettront les autres dans les prisons civiles, ou maisons de correction.

ART. XLII. Nul ne sera renfermé dans les

maisons de force & de correction qu'en vertu d'un jugement légal. Ces maisons seront sous le même régime que les prisons, sous l'inspection des magistrats & des juges ordinaires.

ART. XLIII. Tous serfs & main-mortables seront affranchis dans les domaines des seigneurs, comme ils le sont déjà sous le domaine du Roi, par l'édit du mois d'Août mil sept cent soixante-dix-neuf.

ART. XLIV. Il sera arrêté de supprimer le plus promptement les enrôlements forcés; & de s'occuper également des moyens de supprimer la traite des negres par les vaisseaux & navigateurs François, & de procurer la liberté aux esclaves de nos colonies.

ART. XLV. Il y aura liberté indéfinie de la presse, à charge à l'imprimeur de mettre son nom sur tout ce qui sortira de son imprimerie, & d'en répondre.

ART. XLVI. Le respect le plus absolu pour toute lettre confiée à la poste sera ordonné, & l'on prendra les plus sûrs moyens pour qu'il n'y soit porté atteinte.

ART. XLVII. Il n'y a point de liberté, de prospérité, de bonheur, là où les terres sont servies, ainsi le franc-aleu universel sera un des articles de la Constitution; tout propriétaire sera autorisé à affranchir son héritage de tous

droits de féodalité quand il le jugera à propos ; mais de la manière & aux prix qui seront fixés par le pouvoir législatif.

ART. XLVIII. La noblesse héréditaire, & compatible avec le bonheur public, ne peut être qu'un respect, une préférence d'opinion pour les descendants des hommes vertueux, ou doués de grands talents, ou même qui ont exercé de grands emplois. Ce respect, cette préférence naissent d'eux-mêmes. Il seroit anti-social d'en faire l'objet d'une loi, de les rendre indépendants de l'opinion publique & du mérite de ceux qui en font l'objet.

Si la distinction héréditaire donne un plus grand droit à la représentation nationale, c'est une aliénation du pouvoir législatif à quelques familles; c'est le plus funeste abus.

Si c'est un privilège pécuniaire, comme il est indéfini dans sa durée, & dans le nombre des personnes qui doivent en jouir, la récompense, peu honorable en elle-même, est sans proportion avec le service rendu, ou supposé rendu à l'Etat : c'est le plus grossier des abus.

Si c'est un droit de préférence à certaines places, elle donne l'exclusion au mérite, elle révolte les autres Citoyens, en blessant l'égalité naturelle & civile, elle concentre l'autorité

dans quelques familles , & conduit nécessairement à l'oppression du Peuple.

Il doit donc être arrêté, comme Loi fondamentale, que la noblesse héréditaire sera rappelée à son ancien état, qu'elle ne donnera aucune prérogative légale, aucune exemption d'impôts ou charges publiques, aucun droit exclusif à aucune place, ecclésiastique, civile ou militaire; le mérite seul sera un titre pour parvenir à tous les emplois.

ART. XLIX. Et si la noblesse conserve des privilèges civils, il ne sera plus fait d'ennoblissement héréditaire, afin de ne pas accroître le nombre des privilégiés; enfin, si cette institution vicieuse n'est pas abrogée, quiconque aura été député aux Etats-Généraux ou Provinciaux, ou député desdits Etats auprès du Roi, ou magistrat de Cour souveraine pris hors les classes privilégiées, ne pourra jamais être ennobli.

ART. L. Comme il n'y a point de professions viles, lorsqu'elles sont utiles & honnêtement exercées, elles pourront toutes être exercées, sans reproche ni préjudice, par les Citoyens les plus distingués; il n'y aura de dérogeance que par les vices ou par les crimes; ainsi la nation trouvera des sujets précieux dans une foule d'hommes qui la grevent en cent manières; & la

noblesse , sans rien perdre de son lustre , sera plus fondée que jamais à conserver une noble fierté qui ne convient qu'à ceux qui , ne brigant ni graces , ni faveurs , ni pensions , trouvent toutes leurs ressources dans eux-mêmes.

ART. LI. Tous impôts , toutes charges publiques seront également supportés par tous les Citoyens , en proportion de leurs biens , & sur l'excédent de ce qui est rigoureusement nécessaire à la vie : en conséquence , tous impôts particuliers à une classe de Citoyens seront supprimés , & tous privilèges pécuniaires ou utiles seront abolis.

ART. LII. Il y aura une parfaite égalité de peines pour tous les délinquants , de quelque rang & condition qu'ils soient ; les délits , les fautes & les peines ne pourront préjudicier qu'aux coupables , & non à leurs familles.

ART. LIII. La présente Constitution passée à la pluralité des voix , vaudra provisoirement dans tous ses points , aussi-tôt qu'elle aura été arrêtée ; elle vaudra définitivement aussi-tôt qu'elle aura été ratifiée par les deux tiers des Etats provinciaux ; mais elle ne pourra valoir en Bretagne avant d'avoir été délibérée & acceptée dans l'Assemblée des Etats du peuple Breton complètement représenté.

ART. LIV. Après cette Constitution ratifiée ,

les Etats-Généraux pourront , à la pluralité des deux tiers des voix , ou à la seule requi-
sition du Roi , y faire des changements ou
additions , mais ces changements ou addi-
tions ne vaudront & n'auront leur exécution
qu'après avoir été ratifiés par les deux tiers
des Etats provinciaux ; & pour la Bretagne ,
par ses Etats , comme il est dit en l'Article
précédent.

ART. LV. Cette Constitution , & les Loix
qui seront portées en conséquence , seront les
regles supérieures dans toute l'étendue du
Royaume ; & tous les juges seront tenus de s'y
conformer exactement , sans pouvoir y déroger ,
nonobstant toutes Loix , coutumes , usages &
autres choses contraires.

ART. LVI. Les troupes appartiennent à la
Nation , ainsi elles ne pourront , sans se rendre
coupables du crime de rébellion & de leze-
nation , favoriser la violation de la Constitution
ou des Loix nationales , & particulièrement
 gêner la liberté des Assemblées d'Etats-Géné-
raux ou provinciaux , en empêcher la forma-
tion ou réunion , ou en effectuer la dispersion.

ART. LVII. Il n'y aura plus en France de
troupes étrangères , sous aucun prétexte.

ART. LVIII. Les Députés aux Etats-Géné-
raux & provinciaux , tous les officiers du pou-

voir exécutif , même les ministres du Roi , & notamment les officiers militaires , avant de faire aucun acte de leur emploi , prêteront serment devant les magistrats ou autres juges ordinaires , ainsi qu'il sera réglé , de maintenir de tout leur pouvoir , la Constitution & les Loix nationales ; il en sera dressé acte sans frais.

TITRE TROISIEME.

Impôts , dette nationale.

ART. LIX. Nos Députés ne pourront s'occuper des besoins du trésor de l'Etat , avant d'avoir irrévocablement arrêté la déclaration des droits , & la Constitution.

ART. LX. Ils s'attacheront d'abord à examiner avec soin le véritable état des finances ; à vérifier & apurer les dépenses de chaque département , celle des maisons du Roi & des Princes , & ces vérifications faites , on demandera la suppression de tout ce qui peut en être susceptible : par exemple , dans la maison du Roi , de toutes pensions ou appointements d'aumôniers & d'ecclésiastiques qui seroient à la charge du trésor public , sauf à pourvoir à leurs besoins par des bénéfices simples , ou des pensions sur les biens ecclésiastiques. Réduction des appointements excessifs.

ART. LXI. Il sera imprimé & rendu public ,

tous les ans , un tableau exact des graces & pensions , avec les noms des personnes , & les motifs pour lesquels elles leur auront été accordées. Les pensions sont des aliments , pour ceux qui en ont besoin , ou bien une déprédation du trésor public : qu'il n'en soit jamais donné à des Citoyens riches ; & que toutes celles dont ils jouissent actuellement soient supprimées.

ART. LXII. Tous états de recette & de dépenses qui auront été vérifiés & apurés , seront rendus publics par la voie de l'impression , & il sera imprimé un tableau de toutes les suppressions.

ART. LXIII. Les droits de centième denier , tant sur les offices que sur les successions collatérales ; les fouages ordinaires & extraordinaires ; les levées pour casernements & milices ; les fournitures aux casernes ; les logements de troupes ; les corvées des grands chemins ; les droits de sol pour livre ; l'ensaisinement , & cette accablante multitude de droits réservés , unis au domaine ; ceux de bourses communes sur les vacations des huissiers ; les droits sur les cuirs , qui ont détruit les trois quarts de nos fabriques ; ceux sur les papiers & amidons , or & argent , seront supprimés.

ART. LXIV. Une Loi sage & efficace pour prévenir l'arbitraire dans la perception du droit

de contrôle, dont la régie devient tous les jours plus rigoureuse & plus vexatoire. Que cette formalité soit ramenée à l'esprit de la première institution ; qu'elle soit une simple précaution pour assurer la date des actes ; que le droit en soit le même pour tous les actes sans aucune distinction, & qu'il soit très-modique ; qu'il soit défendu à tous préposés de percevoir aucun droit additionnel, & d'exiger des parties la représentation d'aucuns actes ou pièces que ceux qu'elles demanderont elles-mêmes à faire contrôler ; qu'aucun homme de Loi & officier public ne puisse être inquiété pour avoir dressé ou écrit des actes sous signature privée ; que toutes les délibérations des municipalités, des généraux de paroisses, & de toute administration publique, soient exemptes de la formalité du contrôle.

ART. LXV. Demander avec constance, & sans relâche, la suppression du droit de franc-fief ; tribut injuste, non moins ruineux qu'avilissant pour la Nation, qui réduit l'homme au-dessous de sa terre, & qui concentre, dans une classe de privilégiés, toutes les propriétés un peu étendues.

ART. LXVI. Les barrières pour le paiement des droits, seront reculées aux extrémités du Royaume, afin de procurer une entière liberté de circulation dans tout l'intérieur de la France ;

mais les articles destinés pour l'étranger , étant accompagnés d'un acquit à caution , passeront exempts de droits ; tous droits seront les mêmes par-tout , pour prévenir les erreurs & les surprises ; les droits sur les ouvrages & marchandises de nos manufactures intérieures , seront payés à la sortie des manufactures mêmes , afin qu'ils puissent d'après cela circuler librement & sans entraves par tout le Royaume.

ART. LXVII. Il sera fait un état des suppressions qui auront été arrêtées , & du montant des droits que les objets supprimés pouvoient produire. Le tout sera imprimé & rendu public à l'instant où les délibérations auront été prises.

ART. LXVIII. Il sera aussi fait un état des droits & impositions déjà établis , & qu'on ne croira pas devoir encore supprimer , ainsi que du montant de leur produit ordinaire ; & le tout sera également imprimé & rendu public.

Cette opération apprendra quelles sont les charges de l'Etat , & les moyens pour y faire face. S'il y a un déficit à couvrir , & s'il faut remplacer les suppressions , la Nation aura sans doute des sacrifices à faire : mais il ne faut jamais perdre de vue que c'est dans les économies & dans les réformes sévères que l'on doit chercher les premiers moyens pour ramener la dépense au ni-

veau de la recette. Si, comme on a lieu de le craindre, ils ne suffisent pas pour couvrir le déficit, les Etats-Généraux chercheront dans leur sagesse, ceux qu'ils jugeront les plus convenables.

ART. LXIX. Les domaines de la Couronne seront déclarés aliénables, & la vente générale, irrévocable & perpétuelle, en sera ordonnée dans tout le Royaume, pour acquitter les dettes de l'Etat. Les domaines engagés seront vendus de même après avoir été rachetés. Plus on détaillera les parties de domaines, & plus on haussera le prix des ventes, en multipliant le nombre des concurrents.

ART. LXX. L'imposition réelle sur toutes propriétés, sans distinction, sans exception, est la moins susceptible d'inégalité; mais il ne faut pas qu'elle soit portée à un taux nuisible à l'agriculture & aux travaux des campagnes, qui ont un besoin pressant d'être encouragés.

ART. LXXI. L'impôt sur les personnes sera établi & réparti, eu égard à leurs facultés, de manière que celui qui aura le double de l'aïssance, paie le triple de l'imposition des aisés de sa classe, & ainsi de suite.

ART. LXXII. Quant aux subsides sur les consommations, on imposera de préférence les objets de luxe & de pure fantaisie. Les impôts dont la perception sera jugée la plus facile & la

moins grevante pour les pauvres , seront toujours ceux à préférer.

ART. LXXIII. Tout impôt & tarif de droits sera désormais intitulé : *De par le Roi , impôt ou droit consenti par les Etats-Généraux , jusqu'à telle époque.* Il est important que tout François ait sans cesse sous les yeux cette vérité fondamentale : *que nul impôt ne peut être établi sans le consentement de la Nation.*

ART. LXXIV. Que la reddition des comptes des municipalités à la chambre des comptes , soit supprimée , afin de décharger les villes des frals considérables qui en résultent.

ART. LXXV. Les réformes économiques doivent entraîner la suppression des fermiers , administrateurs & régisseurs-généraux des finances , &c. &c.

ART. LXXVI. Que les intendants ou commissaires départis dans les provinces soient aussi supprimés , & leurs fonctions renvoyées aux Etats provinciaux , & à leurs commissions intermédiaires , auxquelles sera attribuée la connoissance des contestations relatives à la perception de tous droits dans les provinces.

ART. LXXVII. Les octrois des villes seront modifiés de manière à diminuer les droits sur tous les objets de première nécessité , à ménager les fabriques , les manufactures , à ne pas détruire l'entrepôt du commerce dans les villes.

TITRE QUATRIEME.

*Réformes générales pour tout le Royaume , dans
les diverses parties de l'Administration.*

Nous croyons impossible que les prochains Etats - Généraux statuent sur tous les articles qu'on va indiquer. Mais nous demandons qu'après avoir arrêté les réformes les plus pressantes , il soit établi par les prochains Etats-Généraux une commission générale de réformation , qui dressera des projets de Loix , d'après l'avis des plus habiles jurisconsultes , & des sçavants en tous les genres. Ce travail sera revu , & fera la matiere des délibérations des Etats-Généraux qui suivront immédiatement ceux de 1789.

§. I.

RELIGION , ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE ,
BONNES MŒURS , ENSEIGNEMENT
PUBLIC.

ART. LXXVIII. La religion catholique aura seule le culte public dans le Royaume.

ART. LXXIX. Souvent la corruption , l'intrigue , le despotisme nous ont donné des pasteurs du premier & du second ordre , dont la conduite n'a que trop répondu au vice de leur promotion. Après deux siècles & demi d'une épreuve désastreuse , que le concordat soit prof-

crit de nouveau , comme il l'a été aux Etats d'Orléans , & par l'ordonnance qui fut rendue sur les cahiers de ces mêmes Etats ; que cette proscription soit irrévocable : en conséquence, élections des évêques rétablies ; & que la forme en soit perfectionnée d'après le principe de la nécessité d'une représentation nationale entière & complète ; les élections étendues aux cures, en tâchant de les concilier avec l'exercice du droit de patronage. Permis aux paroisses de s'affranchir à prix d'argent , des droits de nomination des patrons ; lorsqu'il aura passé à prix d'argent dans des familles étrangères à celle du fondateur , ou lorsqu'il sera exercé par des communautés religieuses , à moins qu'elles ne prouvent avoir fondé l'église.

ART. LXXX. Si les élections des curés ou recteurs , par les peuples , ne sont pas établies , il faut laisser subsister les nominations aux cures , par les divers collateurs & patrons , & même la résignation & permutation libres. Elles ont de grands abus ; mais ce sont les seuls contre-poids au despotisme & aux préventions obstinées & injustes de certains évêques , & de ceux qui les entourent. Les élections bien réglées feroient disparoître tous inconvénients.

ART. LXXXI. Si l'élection des recteurs est admise , elle devra se faire dans l'assemblée de district,

district , en laissant aux députés de la paroisse vacante , une influence ou prépondérance convenable.

ART. LXXXII. Tout prêtre qui ne sçaura l'idiôme du canton où la cure sera située , ne pourra l'obtenir , à peine de nullité de ses provisions.

ART. LXXXIII. Les non - catholiques ne pourront participer aux élections des pasteurs du premier & du second ordre.

ART. LXXXIV. Les dignités & canonicats de chaque cathédrale & collégiale , qui ne seront pas en présentation laïque , seront affectés aux seuls prêtres qui auront été au moins quinze ans recteurs ou vicaires dans le diocèse , ils seront élevés dans le synode diocésain , & à la pluralité des voix de l'Assemblée.

ART. LXXXV. Résidence rigoureuse des évêques & des curés ; mais sur-tout des évêques. Des précautions sévères seront prises sur ce point qui est d'une importance majeure.

ART. LXXXVI. Les synodes diocésains & conciles provinciaux seront rétablis , & tenus exactement , suivant les ordonnances du Royaume , pour le maintien de la discipline ecclésiastique & le jugement des affaires purement spirituelles , comme refus de *visa* , ou d'institution canonique , sans exclure les appels comme

d'abus. Il sera marqué des jours fixes pour la tenue de ces Assemblées , afin qu'elles se forment d'elles-mêmes , seul moyen d'en assurer l'existence.

ART. LXXXVII. Nous demandons un métropolitain en Bretagne. Les affaires de la juridiction volontaire ecclésiastique ruinent les parties en frais de voyage à Tours.

ART. LXXXVIII. Suppression sans remboursement , de tous les droits de visite des évêques & archidiacres , des droits cathédraux , censaux & synodaux sur les paroisses & sur les bénéfices.

ART. LXXXIX. Les annates ou affectations des premières années de revenu des cures , en tout ou en partie , aux chapitres , sous prétexte de réparations ou autrement , seront supprimées , comme abus introduits dans les temps d'ignorance & de désordre.

ART. XC. Les annates des évêchés & des abbayes , qui se paient au Pape , seront également supprimées , & l'institution ecclésiastique des évêques & archevêques appartiendra aux conciles provinciaux , suivant l'ancienne discipline.

ART. XCI. Il ne sera plus expédié en cour de Rome , aucune provision de bénéfices pour le Royaume , pas même sous prétexte de commande.

ART. XCII. Les dispenses de mariage & autres , qui s'obtiennent en cour de Rome , seront données par les évêques & archevêques , dans les synodes ou conciles , & du consentement de l'assemblée. Les aumônes que les prélats pourront exiger pour les dispenses de mariage & autres de toute espece , seront fixées par un tarif qui ne pourra avoir son exécution , sans avoir été approuvé aux Etats de la Province. Le produit de ces aumônes sera exactement versé aux caisses de charité de la paroisse d'où elles seront provenues.

ART. XCIII. Le mariage sera permis au troisieme & quatrieme degré , suivant l'ancienne discipline de l'église & l'ancien droit civil. Les bans de mariage ne seront plus publiés qu'une seule fois , qui sera au prône de la messe paroissiale , & un jour de dimanche. Ces changements sont nécessaires , puisque , d'un côté , les dispenses sont données sans cause au troisieme & au quatrieme degré , & à tous ceux qui les demandent ; & que , de l'autre , la publication de trois bans ou d'un seul , ne sert plus qu'à distinguer le riche d'avec le pauvre.

ART. XCIV. Nous connoissons l'inutilité & les abus des fiançailles bénies en face d'église ; nous desirons qu'elles soient supprimées dans toute la Bretagne , comme elles le sont dans

plusieurs diocèses du Royaume. La juridiction des officiaux pour prononcer la dissolution des fiançailles sera supprimée comme inutile & onéreuse, dans tous les cas. Les fiançailles ou promesses de mariage se résoudront volontairement par conventions écrites, & forcément par dénoncés d'huissier ou sergent, accompagné de records, ou par acte déclaratoire notifié par des notaires.

ART. XCV. Il ne sera ordonné de prêtres, diacres ou sous-diacres, qu'en nombre proportionné aux bénéfices ou places à remplir dans l'ordre ecclésiastique : ces places, & notamment les cures & places de vicaires dans les paroisses, seront dotées de manière à fournir aux titulaires une subsistance honorable, en sorte qu'il puisse y avoir suppression absolue, & du casuel non fondé qui déshonore la religion, & des quêtes, qui, dans l'état présent, feroient toujours en vain prohibé s.

ART. XCVI. Le commerce & l'industrie interdits aux prêtres séculiers & réguliers, suivant les règles de l'église, & à peine d'amende.

ART. XCVII. Toutes quêtes des religieux mendiants supprimées : & seront interdites sous des peines sévères, comme contraires à la décence & aux bonnes mœurs, les quêtes que vont faire dans les maisons à la ville & à la cam-

pagne , des religieuses ou sœurs converses , de quelque ordre qu'elles soient.

ART. XCVIII. Suppression absolue de la pluralité des bénéfices ; elle entraîne les abus les plus scandaleux. Nous n'apercevons d'autre moyen de la détruire efficacement, que de supprimer la distinction relâchée des bénéfices compatibles & incompatibles , d'abolir toutes dispenses en cette matiere , & de déclarer incompatible avec tout bénéfice ecclésiastique toute pension sur un tel bénéfice.

ART. XCIX. Il ne fera toléré dans chaque ville & dans ses fauxbourgs , qu'une seule maison de chaque ordre religieux de l'un ou de l'autre sexe : & seront supprimés tous les monasteres qui n'ont pas le nombre de religieux fixé par les derniers édits.

ART. C. Les commanderies des ordres de Malte , de Saint-Lazare & de Notre-Dame du Mont-Carmel seront supprimées en France , comme étant sans objet depuis des siècles , & ne servant qu'à nourrir l'orgueil & la paresse de quelques individus.

ART. CI. Toutes les fondations des ordres & monasteres religieux qui pourront être supprimés , seront renvoyées aux paroisses pour y être acquittées ; & les desservants payés suivant les tarifs des dioceses.

ART. CII. Les décimes & subventions cesseront d'avoir lieu ; & tous ecclésiastiques supporteront tous impôts & toutes charges , comme les autres citoyens , sauf qu'ils seront dispensés de tout service personnel étranger à leurs fonctions.

ART. CIII. Les dettes du clergé seront divisées entre les provinces ; & jusqu'à ce qu'elles soient acquittées , on emploiera , pour en payer les arrérages , & rembourser les capitaux , les revenus entiers des ordres & monastères supprimés , & une quotité déterminée des revenus annuels de toutes les menues abbaticiales , en règle ou en commende ; & de tous autres bénéfices sans charge de résidence & qui excéderont mille livres , charges déduites ; & même une quotité du revenu des évêchés qui excéderont trente mille liv. charges déduites ; enfin des dignités ou canonicats de cathédrales ou de collégiales , & des cures qui excéderont trois mille livres , aussi charges déduites.

ART. CIV. En attendant qu'on puisse supprimer les dîmes , & qu'on ait pourvu en fonds de terre à la subsistance des curés , aux dépenses du culte , & aux besoins des pauvres , les dîmes ecclésiastiques & inféodées , seront par-tout réduites aux seuls gros fruits dans chaque canton ; plus de dîmes vertes ; plus de dîmes dans

les jardins & courtils , plus de dîmes de charnage. Les décimateurs ecclésiastiques seront dédommagés de ces suppressions , suivant l'article XCV ; les décimateurs laïques en seront indemnisés , mais à un taux modique , & eu égard aux charges décimales qu'ils supportent depuis environ un siècle , subsidiairement aux dîmes ecclésiastiques , & qu'ils doivent par-tout supporter par concurrence , à moins qu'ils ne prouvent , par titre , la nature profane & foncière de leurs dîmes ; auquel cas , ils seront remboursés comme pour rente foncière ou féodale.

ART. CV. Lorsque le produit des grosses dîmes paroîtra excessif dans une paroisse , elles seront réduites à la demande de la paroisse par les Etats provinciaux , sur l'avis de l'Assemblée de district.

ART. CVI. Les prédicateurs des stations du carême & de l'avent , lorsqu'il ne se trouvera pas de fondations pour leurs honoraires , seront payés , ou par les recteurs , ou sur les dîmes.

ART. CVII. Les dîmes ecclésiastiques & inféodées supporteront , par concurrence , toutes les charges décimales , & les réparations des églises , sans distinction de la nef d'avec le chœur & chancel. A défaut de dîmes ecclésiastiques & inféodées , les charges décimales seront sup-

portées par les paroissiens , si mieux ils n'aiment voir supprimer leur paroisse.

ART. CVIII. Toutes les treves ou succursales seront érigées en paroisses , autant qu'il sera possible , & il sera pourvu à la dotation des curés & des vicaires sur les dîmes ecclésiastiques & inféodées par concurrence , & à défaut , par union des bénéfices simples , ou contribution des paroissiens. Il sera érigé , autant qu'on pourra , de nouvelles paroisses dans les quartiers éloignés , de plus d'une lieue , de toute église. Les diocèses & paroisses seront convenablement arrondis dans tout le Royaume.

ART. CIX. Les loix burfales qui obligent les gens de main-morte à passer des baux notariés , ou à remplir d'autres formalités gênantes , pour jouir par mains , impunément , seront abolies.

ART. CX. Dans toutes les paroisses de campagne , il y aura , tous les dimanches & fêtes , au moins une messe du matin , outre la grand-messe paroissiale , le curé binant , s'il est absolument nécessaire.

ART. CXI. Il sera pourvu aux moyens d'assurer aux recteurs le choix de leurs vicaires ; les canons & les Loix le leur attribuent , & les évêques les en privent par le fait , en ne donnant que des approbations limitées aux temps ,

aux lieux, aux personnes : delà de grands défordres.

ART. CXII. Les recteurs paieront annuellement une somme qui sera fixée dans l'Assemblée de district, pour être quittes des grosses réparations, & d'entretien des Presbyteres ; ils resteront chargés des réparations locatives, & de celles de couverture à étanché d'eau. C'est ériger en Loi commune un usage général en Bretagne, & dont la pratique, maintenant volontaire & personnelle, coûte aux paroisses de Bretagne, & aux héritiers des recteurs, enfin aux recteurs mêmes, plus de cent mille livres par an, & beaucoup de sollicitude.

ART. CXIII. Il sera convoqué par le Roi un concile national pour rétablir & corriger uniformément la discipline ecclésiastique dans toute la France.

ART. CXIV. Les réglemens généraux des évêques ne pourront être faits qu'en l'Assemblée du synode. Les canons des conciles diocésains & provinciaux seront présentés au Roi & aux Etats des provinces ; ceux des conciles nationaux au Roi & aux Etats-Généraux, pour être confirmés, si être doit, & n'auront force de loi avant cette confirmation.

ART. CXV. Les mariages seront encouragés, au moins par des préférences & distinctions per-

sonnelles pour tous hommes mariés, & pour les veufs. On pourroit même faire porter une part spéciale de l'impôt personnel aux célibataires, en raison combinée de leur âge & de leur aisance.

ART. CXVI. Les vices de l'éducation publique seront réformés dans les colleges, & les universités. Ce doit être un objet de la commission ci-dessus indiquée. Les facultés de médecine seront réduites à trois ou quatre pour tout le Royaume, dont une en Bretagne. Et quant aux facultés de droit, l'enseignement y sera plus rapproché de nos mœurs & usages : le nombre des chaires latines sera réduit à moitié ; les chaires supprimées seront remplacées par une seconde chaire de droit françois & par une chaire de droit naturel : il sera établi en toutes les facultés de droit une chaire de droit public national.

ART. CXVII. Toutes les chaires, dans les universités & les colleges, seront au concours : point d'exception sur cette règle importante. C'est le seul moyen sûr d'avoir des hommes capables, & d'écarter les intrigants sans mérite. Mais on ne recevra au concours que des sujets, dont les mœurs & la doctrine seront bien connues.

ART. CXVIII. Les honoraires des docteurs-régens seront fixes, exempts de retenue, & indépendants du nombre des étudiants, & du nombre des examens ou des grades.

ART. CXIX. Les Receveurs des éconômats seont comptables aux états de chaque province , & les comptes rendus publics par la voie de l'impression.

§. II.

JUSTICE CIVILE ET CRIMINELLE.

ART. CXX. Suppression des juridictions seigneuriales : par les vices de leur composition ordinaire , l'indétermination de leurs districts & de leur compétence , la multiplicité des degrés d'appel portés quelquefois jusqu'à sept , mais surtout par les excès du despotisme seigneurial , dont elles sont en général , & dont elles ont paru dans ce moment précieux , le principal instrument , elles sont irrévocablement prosrites dans l'opinion publique , comme inconciliables avec la prospérité , la liberté & la dignité du Peuple François. La puissance publique ne sera plus une propriété privée.

ART. CXXI. A l'exception des Amirautés des Consulats , qui seront perfectionnés , des Sieges de police des villes & des Tribunaux de paix des campagnes , toutes les juridictions d'attribution , seront supprimées , comme ne conduisant qu'à désoler le citoyen , placé au milieu d'une multitude de Tribunaux , parmi lesquels il ne dé-

mêle qu'en tremblant , & avec risques celui qui doit le protéger. Nécessité de déterminer clairement la compétence des notaires , des huissiers & sergens.

ART. CXXII. Il sera établi dans chaque paroisse un tribunal de paix , renouvelé tous les ans , à la nomination des habitants , composé de cinq notables jugeant à trois , lesquels s'assemblant tous les dimanches , veilleront , sous l'inspection des juges du ressort , à l'exécution des réglemens de police & au bon ordre , qu'ils maintiendront par des amendes limitées , ou autres peines légères non infamantes ; & vuideront sur une simple demande les contestations de salaires d'ouvriers , gages de domestiques , injures verbales , endommagemens de bestiaux & autres matieres de ce genre , jusqu'à la somme de 50 liv. de principal ; le tout sans forme de procès & en dernier ressort.

ART. CXXIII. Il sera pourvu à concilier la liberté civile du citoyen avec l'autorité nécessaire des juges souverains & autres.

ART. CXXIV. En consequence , abstraction faite du régime du consulat & des tribunaux de paix & de police , il sera établi , en toute matiere , tant civile que criminelle , un double degré de juridiction seulement , comme fondement nécessaire de la liberté civile , & seul

moyen de tempérer le pouvoir personnel des juges, sans affaiblir la force de la loi.

ART. CXXV. Ainsi tribunal d'instruction avec un arrondissement réglé sur la commodité du service public, & soumis à l'appel : tribunal d'appel & souverain dans chaque Province, sans compétence en première instance, fors pour la surveillance sur les officiers inférieurs. Le duel, les émeutes populaires, aucun crime, aucune affaire ne seront exceptés de cette règle, sans laquelle il ne peut y avoir ni sûreté, ni liberté.

ART. CXXVI. La vénalité des offices sera supprimée, & il sera pourvu au remboursement. Tous les juges seront élus par les justiciables, dans une forme réglée par les États-Généraux du Royaume, ils seront changés tous les cinq ans, convenablement stipendiés, & rendront justice gratuite.

ART. CXXVII. Toutes les dispositions principales des jugements, même civils, seront motivées, & il sera permis en tous les cas aux Parties de faire imprimer les jugements.

ART. CXXVIII. Les veufs auront, comme les veuves, le douaire légal ou conventionnel, & il sera acquis du jour de la bénédiction nuptiale.

ART. CXXIX. La faculté de retrait lignager

sera restreinte aux parents du vendeur dans le quatrieme degre.

ART. CXXX. Les testaments faits dans la derniere maladie, ou dont la date antérieure ne sera point constatée, seront dès-à-présent déclarés nuls.

ART. CXXXI. Abrogation du code criminel, & substitution d'une forme plus naturelle, plus simple, & qui, pour assurer la punition du crime ne devienne pas l'effroi, le supplice, & ce qui est plus malheureux encore, le piege de l'innocence calomniée.

Il sera avisé aux moyens d'admettre les jugements par jurés.

En attendant, MM. les Députés demanderont que la procédure soit dès-à-présent rendue publique, & le dénonciateur déclaré *in limine litis*.

ART. CXXXII. Réformation du code civil : les formes superflues élaguées; la procédure réduite & la chicane refrénée.

ART. CXXXIII. Les droits burfaux pros crits en cette partie, comme frappant particulièrement sur le malheureux débiteur, & portant à un prix excessif le secours de la justice, dette naturelle de la société envers ses membres.

ART. CXXXIV. Suppression des regles & formalités qui, sous prétexte de protéger la minorité, l'oppriment réellement. Ainsi plus de

doutes sur la validité des partages conventionnels avec les mineurs , sauf la restitution en cas de lésion , comme entre majeurs.

La confection des inventaires & ventes sera retirée aux greffiers , comme en abusant à l'excès ; & les nominateurs seront autorisés à y faire procéder par un homme de leur choix avec le tuteur.

S. I I I.

POLICE ET MUNICIPALITÉS.

ART. CXXXV. Le port d'armes dans la paix & au sein des villes , répugnant à la raison , aux principes de toute police , aux mœurs & aux usages de tous les peuples anciennement civilisés , en attendant une proscription totale , sera du moins interdit dans toute Assemblée publique.

ART. CXXXVI. Il sera permis à tout Citoyen , sauf les exceptions convenables , d'avoir des armes dans sa maison pour sa défense : faculté naturelle , & qui n'a pu être violée jusqu'ici que par l'esprit d'oppression & de tyrannie.

ART. CXXXVII. Uniformité de poids & de mesures dans tout le Royaume , avec des étalons déposés aux greffes des sieges ordinaires & de police.

ART. CXXXVIII. Il sera avisé aux moyens efficaces & humains de supprimer la mendicité ; & le salaire du travail sera réglé périodiquement sur l'étendue du besoin réel des journaliers.

ART. CXXXIX. Il sera établi des magasins publics de grains & de farines , pour ressource dans tous les cas de nécessité. Il est injuste d'exiger que les boulangers , la plupart mal-aisés , approvisionnent leur ville pour plusieurs mois. Mesures à prendre pour arrêter la consommation des grains & farines par les amidonniers.

ART. CXL. Il sera établi un dépôt par district , pour y garder tous les actes publics de l'arrondissement.

ART. CXLI. Il sera travaillé à un plan commun de réformation de toutes les municipalités du Royaume , fondé sur la nécessité de la représentation libre & complete des habitants de toutes les classes , sans distinction de corps & corporations , s'agissant des droits de l'homme comme citoyen , & non de ceux des corps ou communautés. Les membres des municipalités renouvelés par moitié tous les quatre ans.

ART. CXLII. L'exercice de la police sera toujours attaché au corps de la municipalité.

ART. CXLIII. Les colleges , hôpitaux , & autres établissements publics du même genre ,
seront

feront soumis à des bureaux formés & constitués sur le modele des corps municipaux.

§. I V.

A G R I C U L T U R E.

ART. CXLIV. Que l'agriculture soit protégée & encouragée par tous les moyens possibles ; que toutes les entraves qui enchaînent l'industrie du cultivateur soient détruites ; que les Etats provinciaux y donnent tous leurs soins ; qu'ils décernent des prix d'honneur , même des récompenses pécuniaires aux laboureurs qui se seront distingués dans leur profession. Qu'on prenne tous les moyens d'étendre leurs connoissances , qu'on les associe aux administrations publiques. Que les habitants des campagnes , & sur-tout les peres de familles nombreuses , soient généralement ménagés dans la répartition des impôts , & dans la contribution aux charges & travaux publics. Que les laboureurs ne soient jamais employés aux transports des bagages des troupes , & généralement à tous travaux du Roi , sans être exactement & suffisamment payés ; que les chevaux & harnois des nobles & ecclésiastiques y soient employés également.

ART. CXLV. Depuis vingt ans sur-tout les vassaux ont été dépouillés de leurs droits les

plus certains aux terres vagues & communes. On a envahi jusqu'aux déports ou issues des maisons. Qu'il soit fait pour réprimer ces désordres, une Loi générale, dont l'obstination des nobles nous a privés, depuis huit années, en se refusant aux sages vuës du gouvernement. Qu'il soit pris en considération s'il seroit plus avantageux, ou de laisser l'usage des communes indivis entre les habitants des campagnes, ou d'en faire un partage entre tous ceux qui se trouveroient avoir des droits bien prouvés. Qu'il soit fait une recherche exacte & rigoureuse de toutes les usurpations & des clôtures injustes qui en ont été faites au préjudice des droits des communautés, & au grand détriment des habitants des campagnes. Qu'il soit avisé à de nouveaux moyens d'encourager de plus en plus les défrichements & les dessèchements.

ART. CXLVI. Que tous les bois & forêts soient mis en clôture & rendus défensables : sans quoi il ne pourra être prétendu par les propriétaires aucun dédommagement pour les bestiaux qui s'y introduiroient. Qu'il soit déterminé un temps dans l'année pendant lequel les riverains des forêts appartenantes à Sa Majesté pourront y faire paître leurs bestiaux.

ART. CXLVII. Que les plantations soient

généralement encouragées & favorisées ; qu'il soit même fait une loi formelle pour faire planter les terrains incultes qui ne seroient pas propres à d'autres usages.

ART. CXLVIII. Que tout propriétaire puisse faire abattre & vendre ses bois émondables, sans être tenu à en faire une déclaration préalable ; formalité sans objet pour une espece de bois qui n'est point propre aux chantiers & aux constructions du Roi, formalité en vain proscrire par divers arrêts ; qu'il ait la même faculté pour tous autres bois qu'il abattroit sur son fonds pour ses besoins personnels & son usage particulier ; qu'elle soit accordée à tout Bénéficier & aux gens de main-morte , établissant pour eux des précautions simples qui empêchent l'abus.

ART. CXLIX. Qu'il soit pris des mesures efficaces pour empêcher que le cours naturel des eaux ne puisse être arrêté ou suspendu ; que l'on détruise sur les rivières, ruisseaux & étangs, tous les obstacles qui, en retenant les eaux, occasionnent des marécages pestilentiels & noient des terrains de la nature la plus précieuse.

ART. CL. Que la faculté de prolonger les baux des biens de campagne au-delà de neuf ans, sans donner ouverture aux droits seigneur-

riaux & fiscaux , soit accordée , comme un moyen d'améliorer , la condition des fermiers , d'encourager l'industrie & les entreprises d'agriculture.

ART. CLI. Que les Etats provinciaux s'occupent des moyens d'augmenter le nombre des bestiaux , & d'en perfectionner les races dans chaque province. Le plus sûr moyen est qu'il soit distribué , dans chaque district , des étalons , des béliers , des plus belles especes , que les haras soient supprimés.

ART. CLII. Que le mauvais état des chemins de traverse dans les campagnes , soit pris dans la plus sérieuse considération , comme un des plus grands obstacles à la communication intérieure , à la circulation de toutes les denrées & productions , & à l'activité du commerce. Qu'il soit avisé aux moyens de pourvoir à leur réparation & à leur entretien , sans grever le Peuple ; que les chemins envahis ou interceptés par des seigneurs & par tous autres , soient rendus libres ; que les arbres sur le bord des chemins appartiennent aux propriétaires des pieces riveraines.

ART. CLIII. Qu'il soit établi dans les campagnes & dans les villes des caisses de charité , pour faire travailler utilement , & principalement aux ouvrages publics , tels que ponts &

chauffées sur les chemins de traverse, les pauvres, auxquels on donneroit un salaire convenable; c'est le moyen le plus sûr de faire disparaître la mendicité qui afflige particulièrement la Bretagne. On pourroit appliquer au soutien de ces établissemens précieux, une portion des revenus des abbayes & des couvents qui seroient supprimés : il ne peut en être fait un plus saint emploi. On doit encore y appliquer le produit des déshérences & bâtardises : il est injuste que des seigneurs recueillent les successions des citoyens, à la subsistance desquels ils n'ont jamais contribué.

ART. CLIV. Qu'il soit établi dans les campagnes & même dans les villes des sages-femmes instruites & approuvées, qui devront leurs soins & leurs offices aux pauvres femmes.

ART. CLV. Qu'il y soit également établi des écoles pour l'instruction des habitans des campagnes, & sur-tout de la classe la moins aisée.

ART. CLVI. Que les habitans des campagnes, & tout particulier en général puissent détruire tous les animaux sauvages qui dévastent leurs champs & leurs moissons.

ART. CLVII. Que tout propriétaire dont l'héritage borde les rivières ou ruisseaux, puisse

y pêcher librement dans l'étendue de sa propriété.

ART. CLVIII. Qu'on puisse profiter sans gêne des présents de la nature pour fertiliser ses champs; que les ressources précieuses & inépuisables que la mer nous offre dans ce genre, telles que les marres, les gouesmons, toutes les plantes marines, les sels, l'eau salée, &c. deviennent communes à tous les hommes; qu'ils puissent en disposer librement par-tout où ils les trouveront, sauf les réglemens de police en ce qui pourroit concerner la sûreté & l'ordre publics.

S. V.

F É O D A L I T É.

ART. CLIX. Nécessité pressante d'abolir la féodalité : cri universel & imposant de toutes les paroisses de cette Sénéchaussée.

L'homme, le paysan sur-tout, est tyranniquement asservi sur la terre malheureuse où il languit desséché. Rentes fixes & pesantes; poursuites vexatoires pour les exiger; apprécis injustes pour les augmenter; rentes solidaires & revenchables : rentes chéantes & levantes : fumages; rachat à toute mutation, & par mort, en ligne directe comme en collatérale, retrait féodal, lods & ventes au huitième ou même au

fixieme denier; rachats iniques dans leur origine, sur-tout en Bretagne, plus iniques encore par les extensions qu'on leur a données; banalités de moulin, de four, de pressoir; corvées coutumieres, corvées par titres, corvées par usément de fief, corvées établies par d'injustes arrêts; corvées arbitraires & de fantaisie; servitudes; prestations bisarres & onéreuses, cueillettes de rôles incollectibles; aveux, minus, impunissements, procès ruineux & sans fin; la verge du fisc seigneurial toujours agitée sur nos têtes; vexations, ruine, outrages, violence; servage funeste, sous lequel les payfans, presque au niveau des serfs polonois, ne seroient jamais que malheureux, avilis & opprimés : tels sont les tableaux de désolation que présentent les cahiers des campagnes.

ART. CLX. Le franchissement sous les fiefs du Roi, sera une ressource pour la dette nationale, & le remboursement équitable, une consolation pour les Seigneurs sensibles, encore au triste orgueil de dominer des Payfans.

ART. CLXI. Nul citoyen honnête ne tiendra sans doute à un genre de propriété si désastreux. Mais il est de la justice & de la dignité du Peuple, qui paya jadis l'affranchissement de sa tête, de payer avantageusement celle de ses fonds. En conséquence le prix du rachat de la

féodalité sera réglé par les Etats de la Province, d'après ce principe.

ART. CLXII. Franchissement semblable pour les rentes & autres charges foncières, qui grevent les fonds, même de celles dues aux gens de main-morte.

ART. CLXIII. En attendant & jusqu'à ce que l'extinction de la féodalité soit effectuée, il sera provisoirement avisé aux moyens de tempérer de régime meurtrier des fiefs chéants & levants, & des fiefs solidaires & revanchables.

ART. CLXIV. Prescribilité des rentes & autres droits accidentels de la féodalité, à l'instar des autres propriétés foncières; la maxime contraire, enfantée par la Jurisprudence contre le texte de notre Coutume, est une règle antisociale.

ART. CLXV. Prescription des arrérages de rente seigneuriale, par cinq ans; faveur trop due à de malheureux censitaires, qu'une longue accumulation écrase, & auxquels les seigneurs négligent de fournir, ou refusent même la faculté de s'acquitter annuellement.

ART. CLXVI. Faculté de payer à l'appréci les corvées à bras, les corvées de charroi, & autres, qui dans des moments précieux arrachent le laboureur à ses propres travaux.

ART. CLXVII. Abolition des retraits féodaux

& censuel ; droits contraires au bien de la société , sources d'abus , d'injustices & de procès.

ART. CLXVIII. Abolition du droit de guet , lors même qu'à l'abri d'une Jurisprudence trop fiscale , il a été converti en redevance pécuniaire.

ART. CLXIX. Abolition des droits de foires & marchés ; des droits de coutumes , pancartes , passages , bacs , péages & autres perceptions du même genre.

ART. CLXX. Suppression des odieuses banalités de four & de pressoir.

ART. CLXXI. Suppression de la servitude plus meurtrière du droit de suite de moulin , seul remède efficace contre les vexations irrénables des meuniers.

En attendant , & dès-à-présent , suppression sans indemnité des corvées de réparation des moulins , non établies sur titres ; c'est une usurpation moderne de la féodalité , qui n'a aucun fondement dans notre Coutume.

Usage libre des meules à bras ; proscription absolue de la capitation seigneuriale , à raison de ces tristes machines ; & que la postérité ignore , s'il se peut , que la tyrannie féodale bretonne , armée du pouvoir judiciaire , n'a pas rougi , dans ces derniers temps , de briser les meules à bras , & de vendre annuellement à des mal-

heureux la faculté de broyer entre deux pierres une mesure d'orge ou de sarrafin.

ART. CLXXII. Suppression des colombiers ; ces fléaux de l'agriculture , vestiges cruels de l'anarchie féodale , d'autant plus odieux , que la plupart des colombiers si prodigieusement multipliés aujourd'hui , ont été substitués , depuis un siècle , à de simples volieres proscrites par la Coutume.

ART. CLXXIII. Suppression des garennes ouvertes , d'où , sous la protection d'un Gentilhomme peu humain , des milliers de lapins établis dans des bois & des bruyeres stériles , infestent & ravagent les cultures voisines.

ART. CLXXIV. Suppression du droit prohibitif de chasse , abusivement attribué aux seigneurs comme soulagement du poids de l'oïveté , abusivement converti par eux en propriété réelle , & plus abusivement exercé surtout par des valets-tireurs , qui , ne connoissant aucune regle , font trembler les paysans & détruisent les moissons.

ART. CLXXV. Abolition gratuite des *chevauchées* , *quintaines* , *soule* , *saut-de-poisson* , *baiser de mariées* , *chansons* , *transport de l'œuf sur une charrette* , *silence des grenouilles* , & autres usages de ce genre , aussi outrageux qu'extravagants.

ART. CLXXVI. Abolition des lods & ventes en contrats d'échange , maltôte burfale & non féodale , taxe mille fois remboursée aux privilégiés , par la dette que le Peuple porte sur eux ; & qu'il fuffife à la féodalité de fon fceptre de fer , fans qu'elle y joigne encore le poignard du traitant.

§. VI.

ETAT MILITAIRE.

ART. CLXXVII. Que les gouverneurs , les commandants , les lieutenants de Roi , les majors , &c. , tant des provinces que des villes , foient réduits au nombre purement néceffaire pour le fervice. Que leurs appointemens foient réglés aux Etats-Généraux. Qu'ils foient tenus à réfidence lorsqu'ils ne feront pas appellés ailleurs par le Roi ; & qu'ils ne puiffent pas pofféder deux places qui exigeroient leur préfence en deux endroits différens. Que tout officier général fans fonctions , ne reçoive pas d'appointement ; & point de penfions pour les officiers actuellement employés.

ART. CLXXVIII. Tous officiers majors dans les villes qui ne feroient ni fortifiées , ni de frontiere , fupprimés.

ART. CLXXIX. Que les inspecteurs des troupes foient également fupprimés , leurs fonc-

tions pouvant être aisément remplies dans les provinces par les gouverneurs, commandants, ou autres officiers généraux de service.

ART. CLXXX. *Idem* pour les appointements des gouverneurs des maisons royales & des capitaineries.

ART. CLXXXI. Que le tirage au sort, & les enrôlements forcés soient absolument abolis, comme portant l'effroi & la désolation dans les campagnes. Les enrôlements volontaires aux frais de l'Etat lui fourniront toujours autant de sujets qu'il en faudra pour son service.

ART. CLXXXII. Que le meilleur ordre soit établi dans la discipline, la police & le régime des troupes. Que ceux qui parviennent au grade d'officier par leur mérite, y soient désormais honorés comme ils doivent l'être; que loin d'y éprouver des humiliations, comme il arrive trop souvent, ils y soient traités avec distinction. Que le sort du soldat soit généralement amélioré; sa paie augmentée à suffire, son pain de meilleure qualité. Que dans les réglemens militaires, on ne perde jamais de vue que le point d'honneur est le plus puissant de tous les ressorts pour le soldat françois; que les coups de plat de fabre, de bâton, & toutes punitions qui le dégradent & le découragent, soient abolies; que les peines qui le déshonorent aux

yeux de ses camarades , soient réservées pour les délits graves.

ART. CLXXXIII. L'influence militaire écartée de toute assemblée d'administration civile.

S. VII.

COMMERCE.

ART. CLXXXIV. Que le commerce qui forme un des principaux nerfs de l'Etat , la source de sa richesse intérieure & le fondement de son influence politique au dehors , soit pris dans toutes ses branches & ses parties , dans la plus sérieuse considération. Que la pêche nationale sur-tout (qui est à la mer ce que l'agriculture est à la terre) , & qui seule forme & entretient pour l'Etat cette pépinière de marins , sans laquelle il ne pourroit jamais armer ses flottes en temps de guerre , soit spécialement encouragée ; & que toutes les parties de la navigation soient protégées. Elle languit cependant , & en ruinant les particuliers , elle menace l'Etat de sa perte.

ART. CLXXXV. Qu'on établisse des chambres de commerce dans toutes les villes commerçantes ; c'est le seul moyen d'éclairer la justice du Souverain , & d'instruire les négociants ; qu'on les consulte sur les traités , sur les loix de commerce ; que ces villes aient à Paris des

députés librement élus , autres que ceux qui sont censés actuellement les représenter ; on fera sûr alors d'avoir de bonnes loix , & de ne plus faire de traités défavantageux.

ART. CLXXXVI. Que sur les avis des chambres de commerce, les droits & impôts sur le commerce soient modérés & simplifiés ; qu'ils portent de préférence sur les objets de luxe. Qu'ils ne présentent ni difficultés dans la perception , ni ouverture aux fraudes , ni occasion d'altérer les marchandises & d'en retarder les expéditions. Que les tarifs & réglemens soient clairs & précis ; que les loix sur le commerce soient propres à concilier les avantages de la liberté , de l'exercice de tous arts & métiers , des fabriques & de l'industrie , & les inconvénients d'une liberté excessive.

ART. CLXXXVII. Qu'on réforme , d'après les avis des chambres de commerce & des juges & jurisconsultes , les ordonnances du commerce , de la marine & des traites. Qu'on établisse des sieges consulaires dans toutes les Villes qui en sont susceptibles ; qu'on fixe des limites certaines pour ceux qui existent ; que les ressorts soient tels que les justiciables puissent obtenir justice prompte & moins coûteuse ; que la connoissance des faillites & cessions soit pour toujours attribuée aux consuls ; que les banqueroutiers

soient sévèrement poursuivis & punis ; qu'aucuns arrêts de furséances , répits , sauf-conduits , aucuns asyles ne puissent servir de prétexte aux débiteurs de vexer leurs créanciers ; que les délais ou termes d'échéances des papiers de commerce négociables , soient clairement & uniformément fixés.

ART. CLXXXVIII. Un acte de navigation formé dans l'esprit de celui d'Angleterre , seroit le plus sûr moyen d'encourager la navigation nationale. Le cabotage essentiel pour former les marins , languit & ruine les armateurs ; il faut une exclusion expresse de tous vaisseaux étrangers caboteurs ; que les nôtres seuls soient admis au cabotage ; que les fermiers généraux ne puissent faire transporter par des étrangers , les sels pour les provinces intérieures. Qu'on simplifie les droits levés sur les navires ; ils sont si compliqués , si multipliés , qu'ils entraînent , qu'ils détruisent l'activité des négociants ; tels sont les droits sur-tout perçus au profit de M. l'amiral , les droits locaux , les brieux , les droits de sortie des ports , ces deux derniers particuliers à la Bretagne , & une infinité d'autres.

ART. CLXXXIX. Qu'on supprime les droits de bris & naufrage encore prétendus par quelques seigneurs ; le droit de dixieme prétendu par l'amiral , sur les prises faites pendant la

guerre. La charge de grand-amiral est inutile ; cependant le commerce lui paie chaque année des sommes énormes. Quelle ressource pour la dette publique !

Le droit d'encan , confirmé par un Arrêt du parlement de Normandie , aux fins duquel , dans les villes du Havre , Honfleur & Dieppe , on force le propriétaire d'une cargaison de morue à la vendre sans choisir ses acheteurs , également supprimé.

ART. CXC. Jusqu'à ce que le commerce maritime soit devenu plus lucratif , il est impossible que le gouvernement supprime les primes d'encouragement qu'il accorde pour la pêche des morues ; qu'il suive les vœux du commerce , bientôt les primes deviendront inutiles , & la pêche nationale doublera d'activité. Mais à présent , malgré les primes payées par le gouvernement aux navires françois , malgré les droits exigés des étrangers , les François ne peuvent soutenir la concurrence , & les étrangers apportent leurs morues jusque dans les ports de France.

ART. CXCI. Qu'on exécute dans tout le Royaume , & en Bretagne particulièrement , les canaux projetés ; qu'on finisse celui de Rennes à Redon , & qu'on exécute celui de Rennes à Dinan.

ART.

ART. CXCI. Que l'exportation du froment soit permise , tant que le quintal , poids de marc , n'excédera pas le prix de dix livres , & celle des autres grains dans la même proportion.

ART. CXCVI. Qu'on permette l'intérêt du prêt ; qu'on le fixe à un taux modéré , pour faire circuler les fonds , & tranquilliser les consciences timorées.

ART. CXCVII. Qu'on fasse avec l'Espagne un nouveau traité de commerce relatif à notre situation politique actuelle.

ART. CXCVIII. Qu'on permette l'entrée libre des taffias en France ; mais que les droits soient tels que les taffias ne puissent nuire à la consommation de nos eaux-de-vie , &c.

ART. CXCVIII. Que les inspecteurs des manufactures soient librement choisis par les États provinciaux , & sous leur inspection immédiate. Qu'on prenne tous les moyens de soutenir nos manufactures de toiles & autres , par des encouragements pour nous , & des droits sur les étrangers.

ART. CXCVIII. Qu'on ordonne l'entière exécution du droit d'amirauté dans les colonies en faveur des capitaines vendeurs vers les colons , & qu'on l'étende en faveur des négociants , avec le droit de saisie sur tous biens.

ART. CXCVIII. Que les officiers de la marine marchande entrent sans aucune distinction de nom dans la marine royale. Qu'on soit, pour la réception des capitaines, plus difficile sur les connoissances que sur le temps de la navigation. Qu'en temps de paix sur-tout on n'exige pas les voyages au service du Roi ; qu'on rétablisse des examinateurs sédentaires, au lieu des ambulants.

ART. CXCIX. Que le sort des matelots soit amélioré, qu'ils soient payés au service du Roi autant & avec la même célérité qu'au service du marchand.

Que l'Etat prenne soin des matelots infirmes, estropiés, des femmes & des enfants de ceux qui sont au service, qui y ont péri, qui y ont été blessés, ou qui se trouvent dans le besoin. Il est injuste qu'une classe de Citoyens sacrifie son temps & sa vie pour le bien de tous, sans avoir de récompense : ils travaillent pour la Patrie, la Patrie doit les payer. Qu'il ne soit jamais accordé sur la Caisse des Invalides aucune pension, excepté le secours connu sous le nom de *demi-solde*. Si l'on recherche l'origine de partie des pensions sur cette Caisse, on sera frappé d'indignation, en voyant que les retenues faites aux misérables marins sur leurs salaires,

sont prodiguées à des gens qui n'ont pas vu la mer.

ART. CC. Supposé que la politique s'oppose à la suppression des *classes*, on doit apporter du moins à leur régime tous les tempéraments qu'exige l'humanité. Alors on verra le matelot françois, brave par caractère, voler avec gaieté au service du Roi, même le préférer par honneur. Mais l'honneur ne peut guere se faire entendre à un être qui manque du nécessaire pour lui, pour sa femme, & ses enfants.

ART. CCI. Qu'on supprime les juridictions des traites. Que les juges royaux des lieux connoissent des objets de leur compétence.

ART. CCII. Qu'on affranchisse le négociant honnête de cette foule de formalités prescrites pour éviter la fraude des malhonnêtes gens; mais qu'on punisse très-rigoureusement tout négociant convaincu de fraude *caractérisée & volontaire*. Qu'on dispense sur-tout le négociant de la déclaration détaillée, exigée par les Fermiers généraux antérieurement à la visite, & même au débarquement. Les marchandises portées à la douane y sont visitées, pesées; pourquoi des déclarations préalables ?

ART. CCIII. Qu'on supprime les privileges des ports francs : l'uniformité est préférable,

l'intérêt général & la justice exigent que loin de concentrer les moyens , on les étende.

ART. CCIV. Qu'on supprime les dix sous pour livre sur les octrois & deniers patrimoniaux des villes , qui surchargent le commerce & le détruisent.

ART. CCV. Qu'on supprime l'usage abusif où sont les trésoriers des guerres , des finances , de la marine , & autres , d'exiger de ceux qu'ils paient des reçus signés en blanc & sans date.

ART. CCVI. Le traité de commerce avec l'Angleterre , défavorable à la Nation sous beaucoup de rapports , ruineux pour les manufactures nationales , a réduit à la misère une foule d'ouvriers , Citoyens précieux à l'Etat , intéressants à conserver , d'autant plus qu'ils pourroient se trouver réduits à quitter le Royaume , & à porter ailleurs l'industrie nationale. On demande sinon la rupture de ce traité , au moins un changement & des modifications considérables , d'après un sérieux examen subordonné à notre situation politique actuelle , & d'après l'avis des chambres de commerce du Royaume.

ART. CCVII. En attendant la suppression de l'esclavage des negres , on s'occupera au moins de l'examen & de la réforme du code noir ; si des intérêts politiques de la plus grande con-

fidération nous empêchent de suivre les mouvemens de nos cœurs , pour interdire dès-à-présent le commerce & l'esclavage des negres , que leur sort soit adouci ; qu'ils soient traités comme des hommes ; qu'on abroge les Loix barbares qui imposent des droits considérables pour l'affranchissement même des negres , & peuvent empêcher la bonne volonté d'un maître envers son esclave.

ART. CCVIII. Que tout privilege exclusif soit supprimé , sur-tout celui de la Compagnie des Indes , nuisible au commerce général du Royaume , & notamment aux villes maritimes.

ART. CCIX. Que l'Arrêt du Conseil du 30 Août 1784 , qui , en ouvrant nos colonies à nos rivaux , & leur y donnant l'entrée , a porté le coup le plus funeste au commerce françois & à la navigation nationale, soit entièrement retiré.

Du retrait de cet Arrêt dépend le sort du commerce de la pêche de la morue ; il est perdu , si l'Arrêt subsiste , & sa ruine emporte celle des négociants , & de la pépinière des matelots.

TITRE V.

Demandes locales , qui intéressent le bien général.

ART. CCX. Soient à jamais supprimés & oubliés tous ces uséments barbares sous lesquels plus de cinq cents mille individus gémissent encore dans une grande partie de la basse-Bretagne ; tels que ceux de domaines congéables , de mote & de quevaize , restes odieux de la tyrannie féodale , proscrits & abolis , depuis près de deux siècles & demi , dans les domaines du Roi par une loi formelle (1) , mais qui n'a point été suivie par les seigneurs particuliers. Les congéments , autrefois assez rares , maintenant très-communs , sont une source perpétuelle de ruine pour les familles , de discordes & de haines , de violences , & même de meurtres & d'incendies. Abolition absolue du domaine congéable ; c'est le vœu le plus marqué des colons de la Sénéchaussée.

ART. CCXI. Que l'on s'occupe avec constance des moyens de faciliter la navigation intérieure de la Province ; que les travaux commencés à cet effet soient suivis & continués ,

(1) Lettres-Patentes de Henri II , du mois d'octobre 1556.

afin que ce grand & utile projet soit , autant que la nature pourra le permettre , porté à la perfection. Mais point de commission particulière pour ces travaux ; qu'ils soient faits par adjudication , sous les ordres de la commission intermédiaire.

ART. CCXII. Que la corvée pour la réparation des digues des marais de Dol , fardeau accablant , qui , par une injustice révoltante , ne porte que sur un certain nombre des habitants de ces marais , soit supprimée pour rentrer dans la règle commune. Qu'il soit pris en considération s'il ne seroit pas convenable que la Province , généralement intéressée à la conservation de cette partie précieuse d'elle-même , pourvût à cet objet important. Que dans le cas où il resteroit à la charge des paroisses qui y sont plus particulièrement intéressées par leur situation , tous les habitants & propriétaires , sans aucune exception , ecclésiastiques , nobles , & autres , soient assujettis à y contribuer.

ART. CCXIII. Que la garde bourgeoise des villes ne soit plus rejetée sur les Citoyens qui ont précisément le moins à conserver ; que tous les habitants , sans aucune exception , & sans distinction de rang , de qualité , de profession , de sexe même , soient assujettis à la payer ; qu'il soit fait sur cela une Loi formelle qui ne per-

mette plus à aucun Citoyen , de quelque condition qu'il soit , de s'y soustraire.

ART. CCXIV. Que l'Université de Nantes , qui ne peut que languir au centre d'un grand commerce , soit enfin transférée à Rennes , & qu'il soit établi dans cette ville des écoles d'artillerie & de génie.

ART. CCXV. La plupart des cahiers particuliers des Villes & Paroisses de la Sénéchaussée réclament des réformes locales & utiles , mais qu'il n'est pas possible de faire entrer dans le cahier commun pour les Etats-Généraux ; arrêté qu'il en sera fait un cahier particulier , pour être fait valoir en temps & lieu , tant auxdits Etats-Généraux qu'aux Etats particuliers.

ART. DERNIER. Qu'il ne puisse être révoqué en doute que les réclamations particulières du Tiers-Etat de Bretagne , consignées dans le cahier arrêté à l'Hôtel de la ville de Rennes , du 22 au 27 Décembre 1788 , en vain présenté aux Etats de la Province au mois de Janvier dernier , & dont les deux ordres privilégiés ne voulurent pas même entendre la lecture , ne soient vraiment l'expression du vœu général du peuple de toutes les classes. L'Assemblée déclare y adhérer dans tout son contenu , en ce qui ne seroit pas contraire au présent cahier ; elle déclare de même adhérer aux

arrêtés & délibérations de l'Ordre du Tiers contenus dans le procès-verbal de ses séances particulières, du 14 au 22 Février dernier, & charge ses Députés, aux prochains Etats-Généraux de solliciter avec constance la justice qu'elle doit attendre sur tous les points.

*C H A R G E S E T A R R Ê T É S
A D D I T I O N N E L S.*

ART. I^{er}. L'Assemblée a arrêté que ses Députés aux Etats-Généraux seront nommés, à charge d'y présenter le cahier des vœux & griefs de la Sénéchaussée, de s'y conformer, sur-tout aux articles constitutionnels; de conserver soigneusement les droits & les franchises de la Bretagne, notamment son droit de consentir en ses Etats la loi, l'impôt & tous changements dans l'ordre public de cette Province; à charge aussi de ne participer aux délibérations qu'autant qu'elles seront prises par tête & non par ordre: donnant au surplus auxdits Députés le pouvoir d'aviser, délibérer, consentir, statuer tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe & durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du Royaume, & l'avantage du Monarque & de tous ses Sujets.

ART. II. L'Assemblée a arrêté de nommer deux Adjoints pour aider les Députés & les remplacer sans délai, en cas de nécessité.

ART. III. Elle a établi à Rennes un Bureau de correspondance avec ses Députés à Versailles, lequel s'entendra avec des Bureaux particuliers en toutes les villes du ressort. Les Bureaux de chaque ville seront ouverts à jours & heures fixes à tous les Citoyens, & correspondront avec un des Députés de chaque Paroisse à l'Assemblée de la Sénéchaussée. Les Correspondants seront payés de leurs frais de ports sur les fonds de la Province. Le Bureau de Rennes & des autres villes sera nommé par les Députés des Communes.

ART. IV. Il sera payé 12 livres par jour à chaque Député & Adjoint, & 300 liv, pour leur voyage, le tout à prendre sur les deniers de la Province.

ART. V. L'Assemblée a chargé ses Députés à Versailles de se plaindre de ce que la Sénéchaussée de Rennes, qui s'étend d'un bout à l'autre de la Province, dans la longueur d'environ quatre-vingt lieues, & dont la population fait plus d'un quart de celle de Bretagne, n'a cette fois qu'environ la moitié du nombre de Députés qu'elle devoit avoir aux Etats-Généraux.

Puisse le résultat de cette Assemblée auguster

remplir nos espérances ! Puisse-t-elle assurer
avec la prospérité de la Nation le bonheur &
la gloire d'un Roi chéri qui s'est fait le Restau-
rateur de son Peuple !

Et ont signé, MM.,

Fauvel l'Hôpital.	Droguet.
Chantar.	Hévin.
Glezen.	F. Goven.
Bouvier Destouches.	Guesdon.
Besnard de la Vieux- ville.	Poulet.
Robert Boislouveau.	L. Bouget.
Bertin.	Le Clerc.
Barbotin.	Prigent Riou.
Kerbriant.	Guillaume le Boulhin.
Jean Cautin.	Pierre-Louis le Bihan.
Lodin de Lépinay.	Juhel de la Plesse.
Lanjouinais.	Besnard.
Sauveur de la Ville- raye, fils.	J. M. Fercocq.
Pichou.	Salomon.
Le Monnier de Mesau- bert.	Yves le Lagadec.
Jean Jouan.	J. C. Fournier.
Desnos.	Gambier
Le Bouetté.	Le Vaillant.
Anquer.	François - Yves Gri- mault.
Le Kvern.	De la Porte.
Lemonnier de Pont- baudry.	Math. Hervé.
M. Desmaisons Doré.	Frs. Pignard.
	Garnier de la Jarfais.
	Truffaut.
	Destouches Rouxin.

Tst. Benar.	Morice du Kneur.
Le Metivier.	Greffier.
Pasquier.	Le Normand.
Le Fort.	De la Salle.
Cholet.	Robin.
Choquet.	P. le Bigot.
Guillaume le Fur.	Leroux de la Bellan-
Hanet de la Miotiere.	gerais.
De la Marre.	Le Lievre de la Jume-
Rousseliere Beziel.	lais.
Duboisjouey.	Taillandier.
Bossard.	De la Hamelinaye-Jan.
Tourneuf.	Jean Roger.
Symon Loueric.	Jean-François Hugues
Biatte.	de Ville Chauvel.
Julien Louazel.	Geffault.
Jean Marchand.	Mathurin Tostivin.
Plainfossé Haute Ville.	Brajeul de la Haute-
J. Gautier.	Ville.
Fristel.	Perrin.
Amiot des Verdieres.	Rôquet.
Loncle des-Alleux.	Pierre Guyot.
Canon.	Jacques Tezé.
Glais de Villeblanche,	Joseph Pithois.
fils.	Charles Phelippes.
Michel Gerard.	Gabriel Flouriot.
Charles le Rouy.	Blouet de Lannay.
M. Pasturet.	Billard, sieur du Gage.
Grandchamps Meruan.	Pierre Artur.
Dupont Amiot.	Juguet.
René le Gloan.	Couette.
Rocher.	De la Vauzelle Rouxel.
J. Pouhair.	Billon.
Hanet de la Jartiere.	Destais.

Garnon.	François Cotty.
Barbier.	Leguay.
Aubré du Rhun.	Gilbert.
Thomas Eloy.	Tizon.
Gitaut.	Chrestien Huons.
Böbet des Forges.	Regnier de Courpeau.
Gaultraye.	Bertrand.
Lior.	Pointeau.
Havard.	Jean Morel.
G. Bahier.	G. Lecoufle.
Guemier de la Ville-	Mathurin Trehen.
Ruault.	Doré de la Ricochais.
Pierre Guinard.	Laurent Tourtier.
Malo Bienassis.	Marjot.
P. Rufflé.	Jameu.
Morice.	Freulet.
Gilbert de Coulon.	Mondehair.
Le Delin.	Nogues de la Boisse-
Augustin Marin.	lais
Hürel.	Briot de Champmorin.
De Miniac.	Bruneau de Saint-
Durand de la Masson-	Méen.
naïs.	Le Retif de la Motte-
Salmon de Laubour-	Colas.
gere.	Poirier.
Bellier de la Freniere.	De Gennes de la Vieu-
Dubreil Guyot.	ville.
Michel Hubert.	G. Rihet.
Duclos.	Payfant du Bourg.
Fontan.	Renouard du Boisbou-
Jaunay de la Roche.	lais.
Pierre Meignan.	Thomas de Maurepas.
Agæsse.	Boischapelle.
Pierre de Maux.	Dermaille.

Le Baillif.	Le Restif.
Boucher.	Pasquier.
Chaumon.	Pointeau.
F. le Prince.	Bértrand.
Le Masson.	Danycan.
Feudé de la Boue- xiere.	Sehire de Bellenoë , fils.
Hardy de la Largere.	Le Poitevin de Chanel.
Latimier du Clesieux.	Michel de la Morvon- nais.
Chauvin.	Maugé.
De la Marre.	Rubin de la Misson- nais.
Méaulle.	J. Guillemois d'Yvi- gnac.
Ory de la Prouverye.	Dreussin de Vil-ez- Goudaux.
Befnard.	
Fresnais de Léven.	
Le Poitevin de la Vil- lenoë.	

Le Procès-verbal des Séances de la Sénéchaussée de Rennes étant fort long , ne pourra paroître qu'à la fin de la semaine. On y donnera en tête les noms de tous Messieurs les Electeurs-Députés , par Evêchés & par Paroisses.

*DÉPUTÉS de la Sénéchaussée de Rennes aux
Etats-Généraux.*

MESSIEURS ,

GLEZEN , Avocat à Rennes.
Lanjuinais , Avocat , Professeur en Droit Canon.
Huars , Négociant & Armateur à Saint-Malo.
Hardy de la Largere , Maire de Vitré.
Le Chapelier , Avocat à Rennes.
Gerard , Laboureur.
Fermon , Procureur au Parlement.

Adjoints à la Députation.

MM.

VARIN , Avocat à Rennes.
Bodinier , Négociant à Saint Malo.

Correspondants à Rennes.

MM.

FROT , Avocat ; Gohier , Avocat ; Maugé ,
Procureur au Présidial ; Moreau , Prévôt de
MM. les Etudiants en Droit ; Sevestre de la
Metterie , Commis au greffe des Etats ; Rihet ,

Négociant; Solier de la Touche, Négociant;
 Duclos, Notaire Royal; Le Gommeriel de Lif-
 tré, Avocat; Costard, Procureur au Présidial;
 Moulin, Huissier; Aubrée, Avocat; Tréhu de
 Monthierry, Maire de Rennes; Gandon, Avocat
 & Procureur du Roi, de Police; Rouxel, Avocat;
 Dubreille Breton, Avocat; Toullier, Avocat;
 Bouvier des Touches, Conseiller au Présidial;
 Codet, Avocat; Denoual de la Houssaye, Con-
 seiller au Présidial.

F I N.